

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 2017 - 0092

16 MAI 2017

Arrêté préfectoral de mise en demeure du
à l'encontre de la Communauté d'Agglomération du Rabastinois – Tarn & Dadou – Vère-Grésigne / Pays Salvagnacois de respecter des prescriptions concernant l'exploitation de la station d'épuration collective des effluents industriels située sur le territoire de la commune de GIROUSSENS

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016, portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHIARO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 autorisant la Communauté de Communes du Pays Rabastinois à exploiter une station d'épuration collective des effluents industriels, située Parc d'activités Les Massiès à Giroussens ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 6 avril 2017 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 28 mars 2017, transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 avril 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 28 mars 2017 :

- l'absence de caractérisation des effluents en entrée et donc la non démonstration de l'adéquation entre le traitement et les effluents reçus ;
- l'absence d'évaluation de la charge en termes de flux, envoyée par chaque entreprise sur la station et donc le raccordement des entreprises sans prise en compte de la capacité de traitement ;
- l'absence d'autorisations de déversement et de conventions de raccordement ;
- un suivi d'autosurveillance calqué sur le principe des STEP urbaines de taille équivalente sans prise en compte des prescriptions adaptées fixées dans l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 et de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 ;

Considérant que l'installation n'est équipée d'aucun extincteur alors même qu'elle comporte plusieurs zones à risque ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 et de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté d'Agglomération du Rabastinois – Tarn & Dadou – Vère-Grésigne / Pays Salvagnacois de respecter les prescriptions susvisées de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 et de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Communauté d'Agglomération du Rabastinois – Tarn & Dadou – Vère-Grésigne / Pays Salvagnacois exploitant une station d'épuration collective des effluents industriels située sur le territoire de la commune de GIROUSSENS est mise en demeure, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions de l'article 2-3 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 et de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 :

- article 2-3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 04/12/2001 en ce qui concerne :
 - la vérification préalable au raccordement d'aptitude à traiter les effluents dans de bonnes conditions,
 - « *Les eaux industrielles usées produites par les entreprises sont traitées dans la station d'épuration sous réserve de la vérification préalable de l'aptitude de celle-ci à traiter des effluents dans de bonnes conditions* »,
 - le respect du programme d'autosurveillance notamment en ce qui concerne la liste des paramètres
 - « *En situation normale ces eaux respectent avant rejet les normes de qualité minimales suivantes :*
 - * *volume d'effluent maximum journalier : 30 m³*
 - * *température : inférieure à 30°C*
 - * *pH : compris entre 1,5 et 8,5 (NF T90 0008)*
 - * *matières en suspension : 100 mg/l (NF EN 872) soit 3 kg/jour*
 - * *demande chimique en oxygène (DCO) : 300 mg/l (NFT 90.101) soit 9 kg/jour*
 - * *demande biologique en oxygène (DBO₅): 100 mg/l (NFT 90.103) soit 3 kg/jour*».
- de télédéclarer les contrôles d'autosurveillance mensuellement dans le logiciel GIDAF et de régulariser ceux de l'année 2016 et ceux de l'année 2017 au regard de l'article 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté ministériel du 28/04/2014. Les non-conformités en débit journalier et en flux devront y être détaillées et des propositions de solutions devront être apportées.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le maire de GIROUSSENS, l'exploitant et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Albi, le 16 MAI 2017

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,

Jean-Yves CHIARO